



RENDU EXECUTOIRE LE

- 3 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 13/03/2024

Reçu en préfecture le 13/03/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240313-24_A_SE_0209-AR

S2LO

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0209

du **13 MARS 2024**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

Portant fixation du solde de la dotation complémentaire 2023 au titre de l'APA et la PCH pour la Mutualité Française Vienne en mode prestataire

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-014 du 25 octobre 2007 portant autorisation au service prestataire d'aide à domicile géré par la Mutualité Française Vienne ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0180 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré à la Mutualité Française Vienne ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 20 décembre 2023 entre le Département de la Vienne et la Mutualité Française Vienne ;

VU la notification du 31 mars 2023 justifiant le montant de référence de la dotation complémentaire fixée à 3, 144 €/heure, multiplié par le volume horaire des prestations fournies au titre de l'APA et la PCH et sous couvert d'un CPOM ;

VU le maintien du soutien de la CNSA dans le cadre de la dotation complémentaire, un financement complémentaire est alloué au Département pour poursuivre le financement des actions pour l'année 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre de la dotation complémentaire pour l'année 2023, la dotation complémentaire, calculée selon l'activité horaire prévisionnelle pour l'APA, la PCH, soit 29 100 heures, était de 91 490, 40 €.

La dotation complémentaire a été versée à hauteur de 70 % soit 64 043, 28 €.

ARTICLE 2 : Le montant de la dotation complémentaire, réactualisé sur l'activité réelle 2023, soit 19 802 heures, est de 62 257,49 €.

- 18 604 heures au titre de l'APA (58 490,98 €)
- 1 198 heures au titre de la PCH (3 766, 51€)

donne lieu à un **trop-perçu** de **1 785, 79 €** qui fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes prochainement et le montant sera directement déduit des prochains acomptes.

ARTICLE 3 : L'Allocation Personnalisée d'Autonomie et la Prestation de Compensation du Handicap à domicile sont versées directement au service à la personne concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

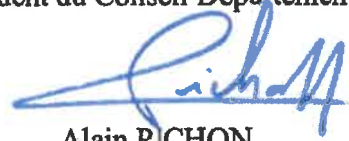
Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienn86.fr.

Fait à POITIERS, le **13 MARS 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON